

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 49.013/2
DU 15 DÉCEMBRE 2010

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Secrétaire d'État, adjoint au Ministre de la Justice, le 8 décembre 2010, d'une demande d'avis, dans un délai de cinq jours ouvrables, sur un projet d'arrêté royal « fixant la garantie pour les licences de classe C pour l'année civile 2011 », a donné l'avis suivant :

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, le Conseil d'État attire l'attention sur le fait qu'en raison de la démission du Gouvernement, la compétence de celui-ci se trouve limitée à l'expédition des affaires courantes. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien de la compétence ainsi limitée, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Gouvernement peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

*

* *

Suivant l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, insérer par la loi du 4 août 1996, et remplacé par la loi du 2 avril 2003, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

La lettre s'exprime en ces termes :

« L'urgence est motivée par le fait que cet arrêté concerne la garantie due par les titulaires de licence de classe C pour l'année calendrier 2011. Dans la mesure où la loi du 7 mai 1999 prévoit également sa confirmation par une loi, il importe que cet arrêté royal puisse être publié dans les meilleurs délais ».

*

* *

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

Fondement juridique

Le projet se fonde sur l'article 59 de la loi du 10 janvier 2010 portant modification de la législation relative aux jeux de hasard.

Suivant cette disposition transitoire,

« Contrairement aux dispositions de l'article 71 de la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs, tel que modifié par l'article 44, le système de garanties est maintenu pour les titulaires d'une licence de classe C qui ont obtenu leur licence avant le 1^{er} janvier de l'année qui suit la date de l'entrée en vigueur de la présente disposition. Le montant de la garantie est défini chaque année conformément à l'article 71 de la loi précitée du 7 mai 1999 ».

Conformément à son article 61, alinéa 1^{er}, la loi du 10 janvier 2010 précitée « entre en vigueur le 1^{er} janvier 2011 », de sorte que cette disposition transitoire, qui en constitue l'article 59, s'appliquera aux titulaires d'une licence de classe C qui auront obtenu leur licence avant le 1^{er} janvier 2012, donc pas exclusivement durant l'année 2011.

L'article 1^{er} du projet – « Pour l'année civile 2011, la garantie pour les licences de classe C octroyées s'élève à 0 euro » – ne vise cependant que ces dernières, c'est-à-dire « les licences de classe C octroyées » en 2011.

C'est ainsi que l'Inspecteur des Finances observe, dans son avis du 25 novembre 2010 sur le projet :

« Selon la législation présentement d'application, la garantie concernée est de 500 €.

La mise à zéro pour toute licence ' C ' octroyées en 2011 anticipe en quelque sorte le régime définitif en vigueur à partir de 2012.

Ceci ne concerne donc pas les cautionnements établis jusqu'au 31.12.2010 ».

L'article 71 de la loi du 7 mai 1999 prévoit en effet actuellement que la licence de classe C n'est définitivement délivrée qu'après la constitution d'un cautionnement de 500 euros, mais l'article 44 de la loi du 10 janvier 2010 portant modification de la législation relative aux jeux de hasard supprime cette obligation de constituer une garantie à dater du 1^{er} janvier 2011.

Le même jour, entrera toutefois en vigueur l'article 18 de la loi du 10 janvier 2010 modifiant la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs, en ce qui concerne la Commission des jeux de hasard, qui modifie l'article 19 de la loi du 7 mai 1999 de telle manière que, pour les titulaires d'une licence de classe C, la contribution aux frais de fonctionnement de la Commission des jeux de hasard devra désormais être payée avant l'octroi de la licence et son montant

correspondre à celui d'une contribution couvrant toute la durée de la licence, soit cinq ans¹ ; cette contribution ne sera donc plus établie et due par année d'exploitation.

Pour les licences de classe C délivrées avant le 1^{er} janvier 2011, elles n'auront dès lors pu l'être qu'après constitution préalable d'une garantie d'un montant de 500 euros, conformément à l'article 71 de la loi du 7 mai 1999, le projet n'étant, quant à lui, destiné qu'à fixer le montant de la caution à verser comme garantie de paiement de la cotisation à régler avant l'octroi d'une licence en 2011. À cet égard, il est donc également conforme à la modification résultant de l'article 44 de la loi du 10 janvier 2010 portant modification de la législation relative aux jeux de hasard, puisqu'il annule le montant de cette garantie, étant donné que la cotisation aura été acquittée préalablement pour toute la durée de la licence et ne devra donc plus être couverte par un cautionnement initial.

¹ La section de législation est aussi saisie d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal « relatif à la contribution aux frais de fonctionnement, de personnel et d'installation de la Commission des jeux de hasard due par les titulaires de licence de classe A, A+, B, B+, C, E, F, F+ et G pour l'année civile 2011 », qui fait l'objet de l'avis 49.014/2, donné le 15 décembre 2010, et dont l'article 1^{er}, § 2, prévoit en conséquence que « Pour l'année civile 2011, la contribution pour une licence de classe C s'élève à 600 euros pour des titulaires d'une licence octroyée après le 31 décembre 2010. Pour les titulaires d'une licence de classe C octroyée avant le 1^{er} janvier 2011, la contribution s'élève à 121 euros ».

La chambre était composée de

Messieurs	Y. KREINS,	président de chambre,
	P. VANDERNOOT,	conseillers d'État,
Mesdames	M. BAGUET,	
	B. VIGNERON,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. J.-L. PAQUET, premier auditeur.

LE GREFFIER

LE PRÉSIDENT

B. VIGNERON

Y. KREINS

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 49.013/2
VAN 15 DECEMBER 2010

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling Wetgeving, tweede kamer, op 8 december 2010 door de Staatssecretaris, toegevoegd aan de Minister van de Justitie, verzocht hem, binnen een termijn van vijf werkdagen van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot vaststelling van de waarborg voor de vergunningen klasse C voor het kalenderjaar 2011", heeft het volgende advies gegeven:

Rekening houdend met het tijdstip waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de Raad van State de aandacht op het feit dat, wegens het ontslag van de regering, de bevoegdheid van deze laatste beperkt is tot het afhandelen van de lopende zaken. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of dit ontwerp in die beperkte bevoegdheid kan worden ingepast, aangezien de afdeling Wetgeving geen kennis heeft van het geheel van de feitelijke gegevens welke de regering in aanmerking kan nemen als zij te oordelen heeft of het vaststellen of wijzigen van een verordening noodzakelijk is.

*

* *

Overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1996, en vervangen bij de wet van 2 april 2003, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden aangegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

In het onderhavige geval luidt de motivering in de brief met de adviesaanvraag als volgt :

"L'urgence est motivée par le fait que cet arrêté concerne la garantie due par les titulaires de licence de classe C pour l'année calendrier 2011. Dans la mesure où la loi du 7 mai 1999 prévoit également sa confirmation par une loi, il importe que cet arrêté royal puisse être publié dans les meilleurs délais".

*

* *

Aangezien de adviesaanvraag is ingediend op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten, haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Rechtsgrond

Het ontwerp steunt op artikel 59 van de wet van 10 januari 2010 tot wijziging van de wetgeving inzake kansspelen.

Die overgangsbepaling luidt als volgt :

"In tegenstelling tot hetgeen wordt bepaald in artikel 71 van de wet van 7 mei 1999 op de kansspelen, de kansspelinrichtingen en de bescherming van de spelers, zoals gewijzigd bij artikel 44, wordt het waarborgsysteem behouden voor de vergunninghouders klasse C die hun vergunning ontvingen voor 1 januari van het jaar volgend op de datum van inwerkingtreding van deze bepaling. Het bedrag van de waarborg wordt elk jaar vastgelegd conform artikel 71 van de voormelde wet van 7 mei 1999".

De voormelde wet van 10 januari 2010 "treedt in werking op 1 januari 2011" overeenkomstig artikel 61, eerste lid, ervan, zodat die overgangsbepaling, die artikel 59 van die wet vormt, van toepassing zal zijn op de vergunninghouders klasse C die hun vergunning hebben ontvangen voor 1 januari 2012, dus niet uitsluitend gedurende het jaar 2011.

Artikel 1 van het ontwerp – "Voor het burgerlijk jaar 2011 bedraagt de waarborg voor de vergunningen klasse C die worden toegekend 0 euro" – doelt evenwel alleen op de laatstgenoemde, namelijk "de vergunningen klasse C die worden toegekend" in 2011.

Zo merkt de inspecteur van Financiën in zijn advies van 25 november 2010 over het ontwerp het volgende op :

"Selon la législation présentement d'application, la garantie concernée est de 500 €.

La mise à zéro pour toute licence ' C ' octroyées en 2011 anticipe en quelque sorte le régime définitif en vigueur à partir de 2012.

Ceci ne concerne donc pas les cautionnements établis jusqu'au 31.12.2010".

Thans bepaalt artikel 71 van de wet van 7 mei 1999 immers dat de vergunning klasse C pas definitief wordt afgegeven na het betalen van een waarborg van 500 euro, maar artikel 44 van de wet van 10 januari 2010 tot wijziging van de wetgeving inzake kansspelen heft die verplichting om een waarborg te betalen op met ingang van 1 januari 2011.

Op dezelfde dag zal evenwel artikel 18 van de wet van 10 januari 2010 tot wijziging van de wet van 7 mei 1999 op de kansspelen, de kansspelinrichtingen en de bescherming van de spelers, wat de Kansspelcommissie betreft, in werking treden, waarbij artikel 19 van de wet van 7 mei 1999 zo wordt gewijzigd dat vergunninghouders klasse C de bijdrage in de werkingskosten van de Kansspelcommissie voortaan zullen moeten betalen voordat de vergunning wordt toegekend en het bedrag ervan zal moeten overeenstemmen met

dat van een bijdrage die de gehele duur van de vergunning dekt, namelijk vijf jaar¹; die bijdrage zal dus niet meer per exploitatiejaar vastgesteld worden en verschuldigd zijn.

Vergunningen klasse C kunnen bijgevolg alleen zijn afgegeven voor 1 januari 2011 nadat vooraf een waarborg is betaald van 500 euro, overeenkomstig artikel 71 van de wet van 7 mei 1999, daar het ontwerp zijnerzijds alleen bestemd is om het bedrag vast te stellen van de borg die moet worden gestort als waarborg voor het betalen van de bijdrage die moet worden vereffend voor het toekennen van een vergunning in 2011. In dat opzicht is het ontwerp dus eveneens conform de wijziging die voortvloeit uit artikel 44 van de wet van 10 januari 2010 tot wijziging van de wetgeving op de kansspelen, aangezien daarbij het bedrag van die waarborg wordt geschrapt, daar de bijdrage vooraf zal betaald zijn voor de gehele duur van de vergunning en dus niet meer door een oorspronkelijke waarborg zal moeten worden gedekt.

¹ Bij de afdeling Wetgeving is ook een aanvraag ingediend om advies over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de bijdrage in de werkings-, personeels- en oprichtingskosten van de Kansspelcommissie verschuldigd door de houders van de vergunningen klasse A, A+, B, B+, C, E, F, F+ en G voor het kalenderjaar 2011" waarover op 15 december 2010 advies 49.014/2 is verstrekt en waarvan artikel 1, § 2, bijgevolg bepaalt: "Voor het burgerlijk jaar 2011 bedraagt de retributie voor een vergunning klasse C 600 euro voor de houders die een vergunning ontvingen na 31 december 2010. Voor de houders die een vergunning klasse C ontvingen voor 1 januari 2011 bedraagt de retributie 121 euro".

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Y. KREINS,	kamervoorzitter,
	P. VANDERNOOT,	staatsraden,
de Dames	M. BAGUET,	
	B. VIGNERON,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de Heer J.-L. PAQUET, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van Mevr. M. BAGUET.

DE GRIFFIER

DE VOORZITTER

B. VIGNERON

Y. KREINS